

## LISTE DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES COMMENTES EN 2020

### REGLEMENTATION BANCAIRE

#### ***Blanchiment et lutte contre le terrorisme***

- 1- Lignes directrices relatives à l'identification, la vérification de l'identité et la connaissance de la clientèle publiées le 14 décembre 2018 au registre de l'ACPR (ASF 19.028 du 29 janvier 2019)
- 2- Arrêté du 21 décembre 2018 relatif au rapport sur l'organisation des dispositifs de contrôle interne de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de gel des avoirs (ASF 19.030 du 21 janvier 2019)
- 3- Lignes directrices conjointes de la Direction générale du Trésor et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs (registre de l'ACPR du 19 juin 2019) (ASF 19.150 du 23 juillet 2019)
- 4- Communiqué du 20 septembre 2019 de la Direction générale du Trésor - Analyse nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en France (publié le 20 septembre 2019) (ASF 19.191 du 8 octobre 2019)
- 5- Dispositif LCB-FT des acteurs de la transmission de fonds (Document d'analyse transversale) (septembre 2019) (ASF 19.206 du 28 octobre 2019)
- 6- Pilotage consolidé du dispositif de LCB-FT des groupes bancaires et assurantiels (Document d'analyse transversale) (ASF 19.205 du 28 octobre 2019)

#### ***Contrôle interne***

- 7- Lettre du 15 juillet 2019 du Secrétariat général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et canevas de rapports de contrôle interne de juillet 2019 adressés à la Directrice générale de l'AFECEI (ASF 19.158 du 29 juillet 2019)

#### ***Etablissement de paiement – Etablissement de monnaie électronique***

- 8- Arrêté du 14 mars 2019 portant modification des arrêtés du 29 octobre 2009 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de paiement, du 29 juillet 2009 relatif aux relations entre les prestataires de services de paiement et leurs clients en matière d'obligations d'information des utilisateurs de services de paiement et précisant les principales stipulations devant figurer dans les conventions de compte de dépôt et les contrats-cadres de services de paiement, du 2 mai 2013 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de monnaie électronique et du 20 mai 2015 portant réglementation prudentielle et comptable en matière bancaire et financière en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna (ASF 19.071 du 25 mars 2019)
- 9- Décret n° 2019-191 du 14 mars 2019 pris pour l'application de l'article L. 526-19 du code monétaire et financier (capital minimum) (ASF 19.070 du 26 mars 2019)

#### ***Garantie des cautions et garantie des titres***

- 10- Décision n° 2019-C-24 du 28 juin 2019 l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) modifiant la décision n° 2015-C-113 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 conjointe arrêtant les modalités de calcul des contributions au mécanisme de garantie des titres (ASF 19.165 du 23 août 2019)

- 11- Décision n° 2019-C-25 du 28 juin 2019 modifiant la décision n° 2015-C-112 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 arrêtant les modalités de calcul des contributions au mécanisme de garantie des cautions (ASF 19.166 du 23 août 2019)

### **Haut Conseil de stabilité financière (HCSF)**

- 12- Recommandation du Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) N° R-HCSF-2019-1 du 20 décembre 2019 relative aux évolutions du marché immobilier résidentiel en France en matière d'octroi de crédit et sa notice (ASF 19.248 du 26 décembre 2019)

### **Libre établissement – Libre prestation de services**

- 13- Arrêté du 10 avril 2019 relatif à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services des établissements de crédit - Arrêté du 10 avril 2019 relatif à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services des établissements financiers (ASF 19.093 du 24 avril 2019)

### **Service de paiement**

- 14- Décret n° 2018-1224 du 24 décembre 2018 relatif à la fourniture d'espèces dans le cadre d'une opération de paiement (ASF 19.012 du 24 janvier 2019)

- 15- Arrêté du 14 janvier 2019 relatif à l'extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de diverses dispositions en matière de normes de communication sécurisées et d'authentification forte des clients des prestataires de services de paiement (ASF 19.033 du 31 janvier 2019)

- 16- Décret n°2018-1228 du 24 décembre 2018 portant application de l'acte délégué adopté en vertu du 1 de l'article 98 de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 (ASF 19.029 du 28 janvier 2019)

<b>FISCALITE</b>
------------------

### **Brexit**

- 17- BOFIP 06/03/2019 : Conséquences du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et de l'accord sur l'Espace économique européen – Rescrit produits de participation perçus de sociétés établies au Royaume Unis (ASF 19.057 du 14 mars 2019)

### **Charges financières**

- 18- Article 34 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 : limitation de la déductibilité des charges financières (ASF 19.022 du 28 janvier 2019)

### **Comité de l'abus de droit fiscal**

- 19- BOFIP 02/08/2019 : Modification de la charge de la preuve en cas de saisine du comité de l'abus de droit fiscal (ASF 19.161 du 5 août 2019)

## **Crédits d'impôt divers**

- 20- BOFIP 13/02/2019 : Crédit d'impôt recherche - Obligations déclaratives - Évolution du seuil de l'obligation d'information prévue au III bis de l'article 244 quater B du CGI (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 151) (ASF 19.045 du 19 février 2019)
- 21- BOFIP 06/03/2019 : Crédit d'impôt recherche - Critères d'éligibilité des PME au sens du droit de l'Union européenne au remboursement immédiat des créances de crédit d'impôt recherche (ASF 19.058 du 14 mars 2019)
- 22- BOFIP 17/04/2019 : Crédit d'impôt recherche - Obligations déclaratives - Rétablissement du seuil de l'obligation d'information prévue au III bis de l'article 244 quater B du CGI à 100 millions d'euros (ASF 19.088 du 23 avril 2019)
- 23- Arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2019 pris pour l'application de l'article 200 quater du code général des impôts relatif au crédit d'impôt sur le revenu pour la transition énergétique (ASF 19.059 du 14 mars 2019)
- 24- BOFIP 21/06/2019 : Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) - Prorogation jusqu'au 31 décembre 2019 de la période d'application du CITE et modification de son champ et de ses modalités d'application (ASF 19.123 du 2 juillet 2019)
- 25- BOFIP 05/06/2019 : Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) - Maintien du dispositif du CICE en faveur des entreprises exploitées à Mayotte (ASF 19.131 du 8 juillet 2019)
- 26- BOFIP 12/06/2019 : Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) - Qualité de PME en cas d'activités lucratives et non lucratives - Remboursement immédiat de la créance - Rescrit (ASF 19.130 du 8 juillet 2019)
- 27- BOFIP 24/10/2019 : Réductions et crédits d'impôt - Crédit d'impôt pour investissements réalisés et exploités par les PME en Corse - Investissements éligibles (crédit-bail) - Jurisprudence (CE, arrêt du 27 septembre 2019 n° 432067) (ASF 19.214 du 7 novembre 2019)

## **Différends fiscaux**

- 28- Décret n° 2019-616 du 21 juin 2019 relatif au règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne (ASF 19.128 du 2 juillet 2019)

## **Direction des grandes entreprises**

- 29- Décret n° 2019-1072 du 21 octobre 2019 modifiant l'article 344-0 B de l'annexe III au code général des impôts relatif au lieu de dépôt des déclarations fiscales pour les contribuables relevant de la direction des grandes entreprises de la direction générale des finances publiques (ASF 19.202 du 24 octobre 2019)

## **Données cadastrales**

- 30-** BOFIP 05/11/2019 : Nouvelles modalités de délivrance des données cadastrales (ASF 19.219 du 14 novembre 2019)

## **Droit à l'erreur – Contrôle sur place – Recours hiérarchiques**

- 31-** BOFIP 02/10/2019 : Exercice du droit à l'erreur en matière fiscale - Réduction de moitié du montant de l'intérêt de retard en cas de dépôt d'une déclaration rectificative (loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC), art. 5) (ASF 19.193 du 11 octobre 2019)
- 32-** BOFIP 30/10/2019 : Garanties des contribuables - Extension du recours hiérarchique aux contribuables faisant l'objet d'un contrôle sur pièces (loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC), art. 12) (ASF 19.231 du 7 novembre 2019)

## **Echanges de renseignements**

- 33-** BOFIP 21/06/2019 : Liste des accords relatifs à l'échange de renseignements en matière fiscale conclus par la France (ASF 19.124 du 2 juillet 2019)

## **EXIT TAX**

- 34-** Décret n° 2019-868 du 21 août 2019 relatif aux modalités d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux en cas de transfert du domicile hors de France (ASF 19.170 du 23 août 2019)

## **Fraude**

- 35-** BOFIP 15/03/2019 : Obligations des plateformes de mise en relation par voie électronique (loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude (ASF 19.064 du 18 mars 2019)
- 36-** BOFIP 15/05/2019 : Lutte contre la fraude fiscale - Procédure de contrôle des obligations relatives à l'épargne réglementée et aux règles de paiement de certaines créances (ASF 19.109 du 22 mai 2019)
- 37-** BOFIP 27/06/2019 : Délit de fraude fiscale - Renforcement des sanctions pénales (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 106 et loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude, art. 16 et 23) - Réforme de la procédure de poursuite pénale (loi n° 2018-898 relative à la lutte contre la fraude, art. 36 et 37) et possibilité de transaction fiscale en cas de poursuites pénales (loi n° 2018-898 relative à la lutte contre la fraude, art. 35) - Création du service d'enquêtes judiciaires des finances (décret n° 2019-460 du 16 mai 2019 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « service d'enquêtes judiciaires des finances ») (ASF 19.125 du 2 juillet 2019)

## **Groupes de sociétés**

- 38-** Décret n° 2019-594 du 14 juin 2019 pris pour l'application des articles 32 et 34 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 (ASF 19.137 du 8 juillet 2019)

## **Impôt sur la fortune immobilière (IFI)**

- 39-** BOFIP 02/05/2019 : Aménagements et précisions en matière d'IFI (ASF 19.105 du 13 mai 2019)

## **Impôt sur les sociétés**

- 40-** Loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (ASF 19.154 du 26 juillet 2019) - article 39 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 (ASF 20.021 du 27 janvier 2020)
- 41-** BOFIP 11/12/2019 : Modification du régime du dernier acompte d'impôt sur les sociétés des grandes entreprises (ASF 19.245 du 16 décembre 2019)

## **Intégration fiscale**

- 42-** Article 32 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 (ASF 19.023 du 28 janvier 2019)

## **Prêt à taux zéro**

- 43-** BOFIP 24/04/2019 : Crédit d'impôt au profit des établissements de crédit et des sociétés de financement qui octroient des prêts à taux zéro (PTZ+) permettant la première accession à la propriété des personnes physiques - Précision relative à la condition de localisation pour les logements neufs ayant donné lieu à un contrat de location-accession signé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 (ASF 19.102 du 13 mai 2020)
- 44-** BOFIP 30/10/2019 : Crédit d'impôt au titre des avances remboursables ne portant pas intérêt pour le financement de travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements anciens - Aménagements du dispositif de l'éco-prêt à taux zéro (PTZ) (ASF 19.212 du 7 novembre 2019)

## **Prélèvement à la source (PAS)**

- 45-** BOFIP 27/02/2019 : Prélèvement à la source (PAS) - Régularisation des erreurs de taux et d'assiette de prélèvement et régularisation des trop versés de revenus (ASF 19.053 du 1<sup>er</sup> mars 2019)
- 46-** BOFIP 29/03/2019 : Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Recouvrement de l'acompte contemporain, sanctions, contrôle et contentieux (ASF 19.181 du 2 avril 2019)

## **Sur-amortissement**

- 47- Articles 25, 55, 56 et 70 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 (ASF 19.005 du 16 janvier 2019)
- 48- BOFIP 06/03/2019 : Prorogation et aménagements de la déduction exceptionnelle en faveur des véhicules lourds utilisant des énergies propres (ASF 19.060 du 14 mars 2019)
- 49- BOFIP 15/05/2019 : Déduction exceptionnelle en faveur des PME industrielles réalisant des investissements de transformation numérique et de robotisation (ASF 19.108 du 22 mai 2019)
- 50- Article 98-II de la loi de n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (ASF20.005 du 15 janvier 2020)

## **Surendettement**

- 51- BOFIP 05/02/2019 : mise à jour des règles relatives au traitement des situations de surendettement des particuliers (ASF 19.037 du 11 février 2019)

## **Taxes diverses**

- 52- Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (suppression de l'exonération) : article 123 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 (ASF 19.003 du 14 janvier 2019)
- 53- BOFIP 19/06/2019 : Taxe sur les conventions d'assurance - Mises à jour diverses - Taxation des contrats d'assurance en cas de décès souscrits en garantie d'un prêt (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 123) - Organisme chargé de la gestion des garanties publiques pour le commerce extérieur (loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, art. 103) - Taux applicables à Mayotte (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 125) (ASF 19.122 du 2 juillet 2019)
- 54- BOFIP 11/12/2019 : Suppression de la taxe sur les contrats d'échange sur défaut d'un Etat (ASF 19.246 du 16 décembre 2019)
- 55- Taxe sur les services numériques - Loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques (ASF 19.153 du 26 juillet 2019)

## **Transaction fiscale**

- 56- BOFIP 29/05/2019 : Possibilité de transaction fiscale en cas de poursuites pénales (loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude, art. 35) (ASF 19.135 du 8 juillet 2019)

## **TVA**

- 57- BOFIP 24/04/2019 : Opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans le cadre d'un bail réel et solidaire (ASF 19.104 du 13 mai 2019)
- 58- BOFIP 19/06/2019 : Abrogation du mécanisme de la TVA non perçue récupérable (TVA NPR) applicable en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion (loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 17) - Exonération nouvelle des locations de courte durée de navires de plaisance en Martinique et en Guadeloupe (loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 20) (ASF 19.021 du 2 juillet 2019)

- 59- BOFIP 25/09/2019 : Règles en matière de territorialité et de facturation - Transposition partielle de la directive (UE) 2017/2455 (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 72) (ASF 19.194 du 11 octobre 2019)
- 60- BOFIP 16/10/2019 : Exonération de la formation professionnelle continue - Jurisprudence (Cour administrative d'appel de Nantes 29 juin 2018, n° 17NT00652) (ASF 19.199 du 17 octobre 2019)
- 61- BOFIP 3/11/2019 : Prestations de services afférentes à des opérations d'assurance effectuées par un intermédiaire - Jurisprudences (CJUE, arrêt Aspiro SA du 17 mars 2016, aff. C-40/15 et CE, arrêt du 9 octobre 2019 n° 416107) (ASF 19.226 du 18 novembre 2019)
- 62- BOFIP 20/11/2019 : Absence de complément de TVA lors de la revente d'un logement social destiné à la location lorsque la convention signée avec l'Etat est transférée au nouveau propriétaire – Rescrit (ASF 19.230 du 22 novembre 2019)

### **Zones de revitalisation rurale**

- 63- BOFIP 04/09/2019 : Modalités d'application du régime « zones de revitalisation rurale » (ZRR) prévu à l'article 44 quinquies du CGI pour les professionnels libéraux opérant une « reprise par soi-même » ou s'installant en tant que collaborateur – Rescrits (ASF 19.182 du 16 septembre 2019)

## TEXTES JURIDIQUES D'INTERET COMMUN

### **Les principales lois et ordonnances de l'année 2019**

- Loi n° 2019-30 du 19 janvier 2019 habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (ASF 19.017 du 24 janvier 2019)
- Loi n° 2019-180 du 8 mars 2019 visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche, le soutien aux aidants familiaux, la formation des professionnels et le droit à l'oubli (ASF 19.061 du 14 mars 2019)
- Loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice : injonction de payer – dématérialisation (ASF 19.066 du 23 mars 2019)
- Loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (ASF 19.167 du 23 août 2019, 19.168 du 23 août 2019, 19.171 du 23 août 2019 et 19.169 du 23 août 2019)
- Ordonnance n° 2019-741 du 17 juillet 2019 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du code monétaire et financier issues de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises - Rapport au Président de la République (ASF 19.149 du juillet 2019)
- Loi n° 2019-759 du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (ASF 19.153 du 26 juillet 2019)
- Ordonnance n° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant

faire l'objet d'une déclaration - Rapport au Président de la République (ASF 19.200 du 24 octobre 2019)

- Loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat (ASF 19.225 du 18 novembre 2019 et 19.224 du 15 novembre 2019)
- Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités : suramortissement (ASF 20.005 du 15 janvier 2020)

## **Actifs numériques**

- 64- Décret n° 2019-1213 du 21 novembre 2019 relatif aux prestataires de services sur actifs numériques (ASF 19.233 du 27 novembre 2019)

## **Blanchiment – Lutte contre le terrorisme – Relations financières avec certaines personnes ou entités**

*Ces textes sont disponibles sur notre site internet [www.asf-france.com](http://www.asf-france.com)  
(partie privée) dans la rubrique « Blanchiment »*

- 65- Articles 203 et 206 de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (ASF 19.171 du 23 août 2019)

## **Brexit**

- 66- Décret n° 2019-224 du 22 mars 2019 relatif à l'homologation des systèmes de règlements interbancaires ou de règlement et de livraison d'instruments financiers régis par le droit d'un pays tiers prévue à l'article L. 330-1 du code monétaire et financier (ASF 19.068 du 25 mars 2019)
- 67- Décret n° 2019-1078 du 22 octobre 2019 élargissant la liste des contreparties éligibles aux opérations de placement des organismes de placement collectif (ASF 19.211 du 7 novembre 2019)

## **Chambre de compensation**

- 68- Décret n° 2019-858 du 20 août 2019 relatif aux conditions d'adhésion d'organismes ou entreprises à une chambre de compensation (ASF 19.173 du 28 août 2019)

## **CNIL**

- 69- Décret n° 2019-341 du 19 avril 2019 relatif à la mise en œuvre de traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire - Délibération n° 2019-029 du 14 mars 2019 portant avis sur un projet de décret pris pour l'application de l'article 22 de la loi n° 78-17 du 6 janvier relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ASF 19.095 du 2 mai 2019)
- 70- Lettre du secrétaire général de la CNIL du 27 juin 2019 adressée au Président de l'ASF relative aux réclamations reçues concernant les fichier national des incidents de remboursements des crédits aux particuliers (FICP) et fichier central des chèques (FCC) (ASF 19.146 du 17 juillet 2019)

- 71- Délibération n° 2019-118 du 12 septembre 2019 portant adoption de la liste des types d'opérations de traitement pour lesquelles une analyse d'impact relative à la protection des données n'est pas requise (ASF 19.207 du 28 octobre 2019)
- 72- Délibération n° 2019-139 du 18 juillet 2019 portant adoption d'un référentiel relatif aux traitements de données à caractère personnel destinés à la mise en œuvre d'un dispositif d'alertes professionnelles (ASF 19.251 du 31 décembre 2019)

### **Commande publique**

- 73- Code de la commande publique : décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 portant modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du code de la commande publique, arrêtés du 22 mars 2019 et avis divers (ASF 19.084 du 17 avril 2019)
- 74- Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique (ASF19.157 du 29 juillet 2019)
- 75- Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances - Communiqué de presse du MINEFI du 13 décembre 2019) (ASF 19.247 du 17 décembre 2019)

### **Compte de dépôt – compte de paiement**

- 76- Arrêté du 30 octobre 2019 portant extension et adaptation de l'arrêté du 5 septembre 2018 portant application des articles L. 312-1-1 et L. 314-13 du code monétaire et financier en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna (ASF 19.222 du 14 novembre 2019)

### **DOCVERIF**

- 77- Arrêté du 5 février 2019 modifiant l'arrêté du 10 août 2016 autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DOCVERIF » - Délibération n° 2018-324 du 11 octobre 2018 portant avis sur un projet d'arrêté modifiant l'arrêté autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DOCVERIF » (ASF 19.046 du 20 février 2019)
- 78- Arrêté du 13 mai 2019 modifiant l'arrêté du 10 août 2016 autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DOCVERIF » (ASF 19.113 du 28 mai 2019)

### **Echange automatique de renseignements – Compte financiers**

- 79- Arrêté du 19 avril 2019 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 précisant le décret n° 2016-1683 du 5 décembre 2016 fixant les règles et procédures concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, dites « norme commune de déclaration » (ASF 19.103 du 13 mai 2019)

### **FIBEN**

- 80-** Décret n° 2019-859 du 20 août 2019 modifiant le décret n° 2015-1854 du 30 décembre 2015 relatif aux modalités de communication par la Banque de France de données relatives à la situation financière des entreprises à certaines entités mentionnées à l'article L. 144-1 du code monétaire et financier (ASF 19.174 du 28 août 2019)

### ***Fichier nationale des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP)***

- 81-** Mise en production par la Banque de France d'un outil de gestion des réclamations concernant les enquêtes complémentaires liées au droit d'accès, les contestations et les dossiers d'usurpation d'identité pour le Fichier central des Chèques (FCC) et pour le Fichier des Incidents de remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) (ASF 19.152 du 26 juillet 2019)
- 82-** Modèle de preuve de la consultation FICP et note de juin 2019 de la Banque de France sur la notariation des consultations FICP (ASF19.151 du 26 juillet 2019)
- 83-** Lettre de la Banque de France adressée à la Présidente du CFONB en date du 11 septembre 2019 : notariation des consultations obligatoires du FICP (ASF 19.197 du 16 octobre 2019)

### ***Indicateurs de tenue de marché***

- 84-** Arrêté du 18 mars 2019 modifiant l'arrêté du 9 septembre 2014 portant application du titre Ier de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires (ASF 19.072 du 26 mars 2019)

### ***PEA-PME***

- 85-** Décret n° 2019-878 du 22 août 2019 relatif au plan d'épargne en actions et au plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire (ASF 19.172 du 27 août 2019)

### ***Règlement d'une dette***

- 86-** Arrêté du 4 mars 2019 portant suppression du délai de trente jours consenti aux investisseurs pour leur permettre de différer le règlement d'une dette (ASF 19.062 du 14 mars 2019)

### ***Règlements interbancaires***

- 87-** Décret n° 2019-944 du 9 septembre 2019 relatif à l'homologation des systèmes de règlements interbancaires ou de règlement et de livraison d'instruments financiers régis par le droit d'un pays tiers prévue à l'article L. 330-1 du code monétaire et financier (ASF 19.181 du 16 septembre 2019)

### ***Rescrits***

- 88-** Décret n° 2018-1227 du 24 décembre 2018 pris pour l'application des articles 21 et 22 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance (ASF 19.014 du janvier 2019)

### ***Transferts de fonds***

- 89-** Décret n° 2019-915 du 30 août 2019 portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relatif à la réglementation bancaire applicable dans la Principauté de Monaco, signées à Paris le 3 décembre 2018 et à Monaco le 12 décembre 2018 (ASF 19.177 du 3 septembre 2019)

## **Social**

- 90-** Accord paritaire de branche du 21 janvier 2019 relatif aux risques psychosociaux (ASF 19.036 du 8 février 2019)
- 91-** Guide relatif aux mesures visant à supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes (ASF 19.085 du 17 avril 2019)
- 92-** Accord paritaire de branche du 15 mars 2019 relatif au congé annuel pour enfant malade (ASF 19.086 du 18 avril 2019)
- 93-** Accord paritaire de branche du 15 mars 2019 relatif à l'article 1er de la convention collective (ASF 19.099 du 9 mai 2019)
- 94-** Arrêté du 29 mars 2019 portant agrément d'un opérateur de compétences (ATLAS) (ASF 19.163 du 20 août 2019)
- 95-** Accord paritaire de branche du 24 octobre 2019 relatif aux RMG (ASF 19.228 du 21 novembre 2019)
- 96-** Mise en place du Comité Social et Economique (CSE) au plus tard le 31/12/2019 pour les entreprises d'au moins 11 salariés (ASF 19.235 du 5 décembre 2019)

## **TEXTES PROPRES A CERTAINES ACTIVITES**

### **PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT (PSI)**

#### ***Blanchiment de capitaux – financement du terrorisme***

- 97-** Position AMF DOC – 2019 – 14 : facteurs de risque (Applicable au 29 novembre 2019) (ASF 19.238 du 6 décembre 2019)
- 98-** Position AMF DOC – 2019 – 15 : lignes directrices de l'AMF sur l'approche par les risques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de l'AMF (ASF 19.239 du 12 décembre 2019)
- 99-** Position AMF DOC – 2019 – 16 : lignes directrices de l'AMF sur les obligations de vigilance à l'égard des clients et de leurs bénéficiaires effectifs (ASF 19.240 du 12 décembre 2019)
- 100-** Position AMF DOC – 2019 – 17 : lignes directrices de l'AMF sur la notion de personne politiquement exposée – (ASF 19.241 du 12 décembre 2019)
- 101-** Position AMF DOC – 2019 – 18 : lignes directrices de l'AMF sur l'obligation de déclaration à TRACFIN (ASF 19.242 du 12 décembre 2019)

## **Capital investissement**

- 102-** Décret n° 2019-1172 du 14 novembre 2019 favorisant l'investissement dans l'économie par la diffusion du capital investissement (ASF 19.227 du 20 novembre 2019)

## **Instructions – Positions – Recommandations de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**

- 103-** Instruction AMF (DOC-2019-04) apportant des précisions sur les modalités de demande de visa pour l'offre au public des parts de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI), sociétés d'épargne forestière (SEF) et groupements forestiers d'investissement (GFI), la cession des parts sur le registre des ordres, les informations à fournir aux associés et à l'AMF, l'expert immobilier ou l'expert forestier ainsi que les fusions (ASF 19.097 du 6 mai 2019)
- 104-** Publication d'un guide AMF en mars 2019 sur les points d'attention et les bonnes pratiques à considérer par les sociétés de gestion qui mettent en œuvre des techniques de compensation de l'empreinte carbone des portefeuilles de leurs organismes de placement collectif (ASF 19.098 du 6 mai 2019)
- 105-** Instruction AMF (DOC-2019-05) clarifiant les conditions de reconnaissance des marchés étrangers. La procédure révisée précise qu'un marché étranger ne nécessite aucune reconnaissance pour autant que des clients non professionnels ne soient pas sollicités pour effectuer des opérations sur des instruments financiers négociables en son sein, soit directement, soit indirectement par le biais d'un intermédiaire de marché (membre du marché ou autre prestataire) (ASF 19.101 du 13 mai 2019)
- 106-** Instruction-position-recommandation AMF (DOC-2019-12) qui précise certaines des obligations professionnelles des prestataires de services d'investissement, y compris les sociétés de gestion de portefeuille, à l'égard des clients non professionnels en matière de gestion de portefeuille pour le compte de tiers, par exemple dans le cadre de la conclusion des conventions mentionnées à l'article 314-11 du règlement général de l'AMF, dans le cadre de la relation avec le teneur de compte conservateur ou encore les obligations lorsque le prestataire propose la gestion de portefeuilles investis en titres non cotés. Le document reprend, en les mettant à jour, les éléments précédemment contenus dans l'instruction DOC 2018-11 et la position-recommandation DOC-2007-21 (ASF 19.204 du 28 octobre 2019)

## **Offres au public de titres**

- 107-** Ordonnance n° 2019-1067 du 21 octobre 2019 modifiant les dispositions relatives aux offres au public de titres - Rapport au Président de la République (ASF 19.201 du 24 octobre 2019)
- 108-** Décret n° 2019-1097 du 28 octobre 2019 modifiant les dispositions relatives aux offres au public de titres (ASF 19.210 du 7 novembre 2019)

## **Règlement général de l'Autorité des marchés financiers**

- 109-** Arrêté du 12 février 2019 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : contrats de liquidité - organismes de financement spécialisé – OPCM - FIA (ASF 19.050 du 28 février 2019)
- 110-** Arrêté du 27 mai 2019 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : émetteurs de jetons – prestataires de services sur actifs numériques (ASF 18.138 du 8 juillet 2019)

- 111- Arrêté du 19 juin 2019 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : offres publiques de retrait – retrait obligatoire (ASF 19.040 du 12 juillet 2019)
- 112- Arrêté du 2 août 2019 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : Haut conseil certificateur de place – gestion d'actifs – épargne salariale (ASF 19.042 du 8 août 2019)
- 113- Arrêté du 28 août 2019 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : blanchiment de capitaux – OPCVM – dépositaires centraux de titres – informations privilégiées (ASF 19.192 du 11 octobre 2019)
- 114- Arrêté du 7 novembre 2019 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : titres financiers – offres au public de titres (ASF 19.236 du 6 décembre 2019)

## **AFFACTURAGE - FINANCEMENT LOCATIF DE L'EQUIPEMENT DES ENTREPRISES (FLEE) – CREDIT-BAIL IMMOBILIER (CBI) - FINANCEMENT DE L'EQUIPEMENT DES PARTICULIERS (FEP) - FINANCEMENT ET REFINANCEMENT IMMOBILIER (FRI)**

### ***Affacturation inversé***

- 115- Article 106 de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (ASF 19.169 du 23 août 2019)

### ***Copropriété***

- 116- Ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis - Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis (ASF 19.217 du 14 novembre 2019)

### ***Crédit-bail***

- 117- Arrêté du 15 avril 2019 fixant les catégories d'emprunts concernés par la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les établissements publics de santé (ASF 19.092 du 24 avril 2019)

### ***Crédit immobilier***

- 118- Décret n° 2016-607 du 13 mai 2016 portant sur les contrats de crédit immobilier aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation - Arrêté du 20 mars 2019 portant modification de l'arrêté du 9 juin 2016 portant approbation des programmes de formation des intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement (ASF 19.111 du 23 mai 2019)

### ***Eco-Prêt à taux zéro – Prêt à taux zéro formation conduite***

- 119- Décret n° 2019-839 du 19 août 2019 relatif aux avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens (Journal Officiel du 20 août 2019) - Arrêté du 19 août 2019 modifiant l'arrêté du 30 mars 2009 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de

rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens - Arrêté du 19 août 2019 modifiant l'arrêté du 25 mai 2011 relatif à l'application en outre-mer de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens (ASF 19.164 22 du août 2019)

- 120-** Arrêté du 19 novembre 2019 modifiant l'arrêté du 29 septembre 2005 modifié portant approbation de la convention type, entre l'État et les établissements de crédit, relative aux prêts ne portant pas intérêt destinés à financer une formation à la conduite et à la sécurité routière (ASF 19.229 du 22 novembre 2019)

### ***Immeuble vendu en l'état futur d'achèvement***

- 121-** Arrêté du 28 octobre 2019 fixant la liste limitative et les caractéristiques des travaux réservés par l'acquéreur d'un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement (ASF 19.221 du 14 novembre 2019)

### ***Médiation***

- 122-** Décret n° 2019-1089 du 25 octobre 2019 relatif à la certification des services en ligne de conciliation, de médiation et d'arbitrage (ASF 19 .218 du 14 novembre 2019)

### ***Prêt participatif à la consommation***

- 123-** Décret n° 2019-672 du 27 juin 2019 portant modalités de l'évaluation de l'expérimentation prévue à l'article 99 de la loi sur la croissance et la transformation des entreprises (ASF 19.141 du 12 juillet 2019)

### ***Prime à la conversion***

- 124-** Décret n° 2019-737 du 16 juillet 2019 relatif aux aides à l'acquisition ou à la location des véhicules peu polluants (ASF 19.160 du 5 août 2019)

### ***Surendettement***

- 125-** Décret n° 2019-455 du 16 mai 2019 relatif à l'information des bailleurs quant aux conséquences de l'absence de contestation des décisions de la commission du surendettement et du juge du surendettement sur la décision d'expulsion conditionnelle antérieurement rendue par le juge du bail (ASF 19.110 du 22 mai 2019)

### ***Taux effectif global***

- 126-** Ordonnance n° 2019-740 du 17 juillet 2019 relative aux sanctions civiles applicables en cas de défaut ou d'erreur du taux effectif global - Rapport au Président de la République (ASF 19148 du 10 juillet 2019)